

FEMMES DE FRANCE AU XX^e SIÈCLE

Les **femmes** ont longtemps été les **grandes oubliées de l'Histoire**. Georges Duby (1919-1996), étudiant à Mâcon puis historien de renom, fut l'un des premiers à s'intéresser à elles et à leur histoire.

En l'espace de 100 ans, la société française a évolué considérablement. **Du côté des femmes, quels évènements, quels succès, quels échecs retenir ?**

Retour sur un siècle de contrastes, entre conquêtes et permanences, entre ouvertures et résistances.

Une femme de Saône-et-Loire, Marie Guillot, institutrice syndiquée et féministe, nous guide dans ce XX^e siècle.

Début du siècle -

Portrait d'une pionnière de Saône-et-Loire : Marie Guillot (1880 à Damerey-1934), institutrice militante.



Marie Guillot est issue d'un milieu très modeste. En 1898, elle devient **institutrice** et chargée de famille avec sa mère malade et sa sœur à élever.

Une de ses premières affectations est l'école de filles d'Épinac, ville ouvrière où elle s'initie au **militantisme**, adhère au parti socialiste, à la société de Libre Pensée et à la Ligue des droits de l'Homme. Malgré les réticences de ce milieu masculin, elle continuera d'assister aux réunions et conférences publiques.

Nourrie de son expérience, de ses lectures féministes et syndicales, elle fonde le 4 mars 1906 **l'Association des femmes de Saône-et-Loire pour la propagation des idées laïques** et en 1911, une **section syndicale locale pour les enseignants**. Son mot d'ordre « **Femme, ose être** » s'affiche dans la *Tribune féministe* de la revue *L'École émancipée* à laquelle elle participe.

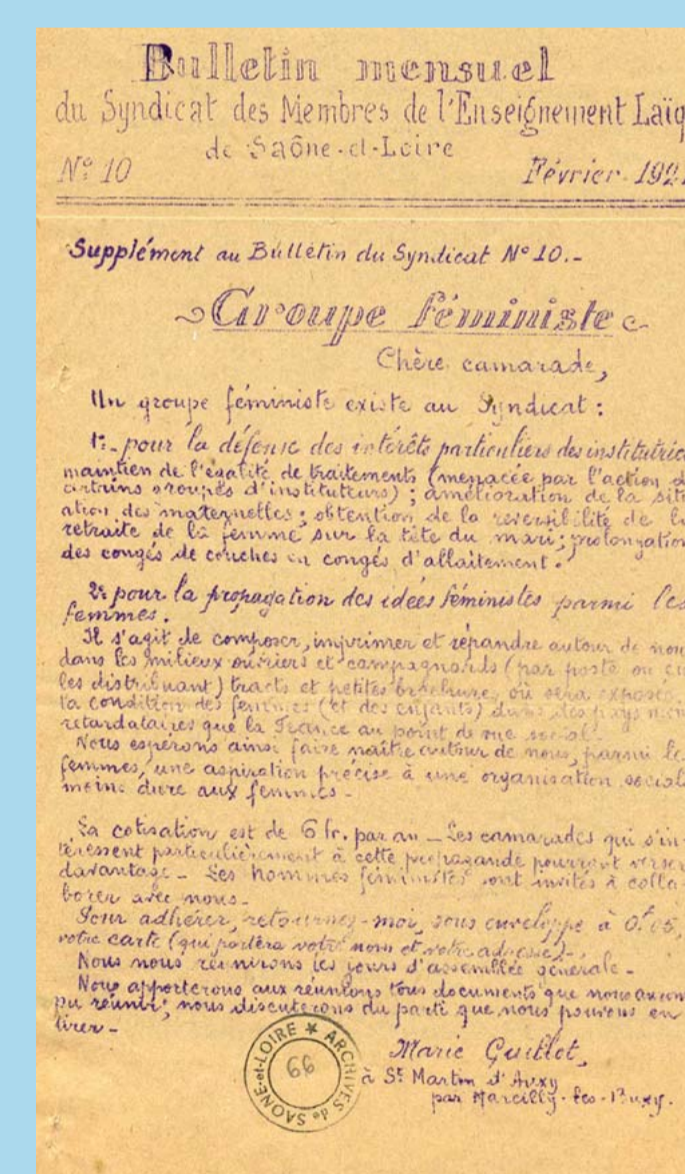
En 1912, au congrès de la Fédération des syndicats d'instituteurs, à Chambéry, elle intervient pour défendre **l'égalité des traitements entre instituteurs et institutrices**.

En 1914, elle monte à Paris et défend **l'organisation syndicale des ouvrières** notamment dans les métiers à majorité féminine. Face à la guerre, Marie affirme et développe son **action pacifiste**.

En décembre 1920, le Comité départemental des syndicalistes révolutionnaires de Saône-et-Loire élit à l'unanimité Marie, secrétaire générale-trésorière, et apogée **en 1922, elle devient la première femme secrétaire confédérale de la CGTU**, dont elle démissionne en 1924.

Sa carrière d'institutrice a fait les frais de ses prises de position : réprimandes, convocations, et même révocations fournissent son dossier.

Les dix dernières années de sa vie ont été consacrées à son métier et à ses engagements féministes. Souffrant de dépression nerveuse, elle meurt en 1934.



Article de Marie Guillot, 1921 (M182)



« La division des rôles sociaux entre les sexes, aux hommes le domaine public, aux femmes le domaine privé, a, par une « habitude » séculaire, façonné la psychologie, la mentalité, le comportement des uns et des autres. [...] Notre seul tort... est de ne pas nous placer en avant... »

Marie Guillot

REPÈRES D'UNE CONQUÊTE :

- 1880 Création des collèges et lycées de jeunes filles
- 1899 La duchesse Anne de Crussol d'Uzès : 1^{ère} Française à obtenir le permis de conduire
- 1901 Constitution du Conseil national des femmes françaises (CNFF), fédération d'associations féminines et féministes
- 1903 Marie Curie : 1^{ère} femme Prix Nobel de physique, avec son mari 
- 1907 Libre disposition du salaire pour les femmes mariées
- 1909 Fondation de l'Union française pour le suffrage des femmes (UFSF)
Instauration d'un congé maternité facultatif de 8 semaines
- 1911 Marie Curie : 1^{ère} femme Prix Nobel de chimie
- 1919 1^{er} débat parlementaire sur le vote des femmes
Création d'un baccalauréat féminin, diplôme nécessaire pour entrer à l'université
Egalité de traitement entre instituteurs et institutrices
- 1920 Interdiction de la propagande anticonceptionnelle ou antinataliste
Création de l'Association française des femmes diplômées des universités (AFFDU)
- 1922 Parution du roman de Victor Margueritte *La Garçonne*
Création du diplôme d'infirmière 
- 1923 Répression accrue de l'avortement Permis de conduire de Camille Henry, 1922
- 1924 Unification des programmes du secondaire et des baccalauréats pour les filles et les garçons
- 1925 Création de l'Union féminine civique et sociale (UFCS)
- 1926 Officialisation de la Fête des mères
- 1929 Etats généraux du féminisme à Paris
- 1936 Nomination de Cécile Brunshwig, Suzanne Lacorre et Irène Joliot-Curie sous-secrétaires d'Etat dans le gouvernement du Front Populaire 
04/07/1936 (PR30/11)
Maintien du principe d'abattement sur les salaires féminins
- 1938 Suppression de la puissance maritale et reconnaissance de nouveaux droits à la femme mariée (droit d'ouvrir un compte en banque sans autorisation de l'époux par exemple)
- 1940 Interdiction d'embaucher des femmes mariées dans l'administration
- 1941 Durcissement des conditions de divorce
- 1942 Assimilation de l'avortement à un crime contre la sûreté de l'Etat
Enseignement ménager obligatoire pour toutes les jeunes filles
- 1944 Droit de vote et d'éligibilité des femmes dans les mêmes conditions que les hommes (ordonnance du GPRF du 21 avril)
Création de l'Union des femmes françaises (UFF)
L'Ecole nationale d'administration (ENA) est d'emblée mixte
- 1945 1^{er} vote féminin aux élections municipales
34 femmes députés sur 586 élus
- 1946 Ouverture des métiers de la magistrature aux femmes
Fermeture définitive des maisons de tolérance (loi Marthe Richard) 

LÉGISLATION ET ÉVÈNEMENTS

- 1949 Parution du roman de Simone de Beauvoir *Le Deuxième sexe*
- 1952 Projet de loi de Pierre Mazuez, élu socialiste de Saône-et-Loire, pour la réouverture des maisons closes
Congé maternité obligatoire de 12 semaines
- 1956 Création de la « Maternité heureuse », futur Planning familial
- 1965 Libre disposition de ses biens propres pour la femme mariée
Fin du droit d'interdire à sa femme de travailler
Egalité, pour la 1^{ère} fois, du nombre de candidats et de candidates au bac
- 1967 Autorisation de vendre des produits contraceptifs (loi Neuwirth) 
- 1968 Mai 68 provoque une prise de conscience féministe
- 1969 Création du Mouvement des Femmes (futur MLF) Bulletin départemental, section féminine, CGT, 1969 (74J30)
- 1970 Disparition de la notion d'autorité paternelle au profit de l'autorité parentale
- 1971 Parution du Manifeste des 343 femmes ayant eu recours à l'avortement, dans *Le Nouvel Observateur*
Pour la 1^{ère} fois, le nombre de bachelières dépasse celui des bacheliers
- 1972 Adoption du principe de rémunération égale entre hommes et femmes
Anne Chopinet : major de la 1^{ère} promotion mixte de l'école Polytechnique
Gisèle Halimi, avocate et féministe, défend une mineure ayant eu recours à l'avortement (procès de Bobigny)
- 1973 Création du Mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception (MLAC)
- 1974 Création d'un Secrétariat d'Etat à la condition féminine dirigé par Françoise Giroud
- 1975 L'ONU déclare 1975 « Année internationale de la femme »
Légalisation de l'interruption volontaire de grossesse, IVG (loi Veil)
Obligation de mixité dans les établissements scolaires
- 1980 Marguerite Yourcenar : 1^{ère} femme reçue à l'Académie française
- 1990 Reconnaissance du viol entre époux
- 1991 Edith Cresson : 1^{ère} femme Premier ministre (mai 1991 à avril 1992)
- 1992 Sanction du harcèlement sexuel sur le lieu de travail
Répression des violences conjugales
- 1993 L'entrave à l'IVG est un délit
- 1996 Claudie Haigneré, originaire de Saône-et-Loire : 1^{ère} française dans l'espace
- 1999 Adoption du principe de parité politique
- 2001 Fin de l'interdiction du travail de nuit pour les femmes
- 2007 Ségolène Royal : 1^{ère} femme à participer au second tour des élections présidentielles 

Ségolène Royal